



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article1389>

Des raccourcis insupportables

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

Date de mise en ligne : lundi 2 novembre 2009

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Michèle Sibony et Michel Warschawski réagissent aux propos d'Une autre voix juive pour la paix, qui, selon eux, associent dangereusement antisionisme et antisémitisme.

La tribune d'Une autre voix juive (UAVJ) parue dans le n° 1070 de Politis (« Que faire après Gaza ? ») appelle quelques remarques. Évacuant en préliminaire l'attaque israélienne sur Gaza et ses conséquences sur la population, UAVJ s'intéresse immédiatement à son propos majeur : « certains cercles pro-palestiniens » qui remettraient en cause les négociations israélo-palestiniennes. Et, pire, voudraient abandonner la « perspective deux peuples deux États ».

Près de vingt ans de négociations... comme s'il n'était pas légitime de s'interroger sur le sens de ces négociations et leur résultat : démantèlement de l'intégrité territoriale de la Cisjordanie, séparation de celle-ci et de la bande de Gaza, colonisation massive, mur de séparation, annexion de Jérusalem-Est, siège de Gaza, puis bombardements, invasion et crimes de guerre, peut-être même crimes contre l'humanité, dit le rapport Goldstone. Tout cela ne s'est-il pas passé à l'ombre de négociations tronquées où les droits des Palestiniens n'ont pas été pris en compte mais progressivement réduits, et où les faits du terrain imposés par Israël ont été progressivement entérinés par la communauté internationale ? Et comment ne pas s'interroger sur la perspective de deux États, alors que la carte qu'Israël dessine sous nos yeux depuis dix ans, sans que personne ne tente sérieusement de l'arrêter, est celle d'un grand État juif de la mer au Jourdain avec quelques enclaves palestiniennes isolées, destinées à lui servir de bassin de main-d'oeuvre sans droits ? Mais ce n'est visiblement pas ce qui préoccupe UAVJ, dont le problème majeur transpire à chaque ligne : protéger inconditionnellement la légitimité d'Israël, menacée par des groupes palestiniens extrémistes et certains courants ambigus dans le mouvement de solidarité. L'existence d'une Palestine indépendante aux côtés d'un État israélien n'a de sens pour UAVJ que parce qu'elle garantirait la pérennité d'un État israélien, en tant qu'État (démographiquement) juif. Il faut pour cela interdire l'antisionisme, qui permettrait de remettre en question la nature actuelle d'Israël. Et l'antisionisme est renvoyé aux antisémites qui l'utilisent, « ce qui suffit à le disqualifier ».

Ce discours-là ressemble à s'y méprendre à celui de certains « penseurs » français du choc des civilisations. Mais UAVJ va plus loin et n'hésite pas à lier les mouvements antisémites qui pourraient s'emparer du boycott avec les populations musulmanes : « Une telle orientation [celle d'un boycott universitaire culturel et sportif] serait un grave danger pour les forces progressistes françaises et israéliennes qu'elle isolerait. Elle pourrait aisément être endossée par des mouvements antisémites, et ainsi contribuerait à creuser, en France, le fossé entre les populations de culture juive et de culture musulmane. » Insupportable raccourci qui disqualifie pour le coup la suite de la tribune présentant le travail d'UAVJ. L'action politique des mouvements anticolonialistes en Israël et d'organisations juives progressistes en Europe, comme l'UJFP en France, où nous avons, dans nos pays respectifs, fait le choix de militer, est en effet l'inverse de celui-là, et répond à une double démarche : d'une part, défaire les liens insupportables qui devraient nous rendre a priori solidaires de notre « communauté », de ses porte-parole et d'un discours politique dont l'alpha et l'omega sont le soutien inconditionnel à Israël et la défense de son impunité ; d'autre part, développer des liens de solidarité et un combat commun avec tous ceux qui luttent contre le colonialisme et le racisme, et pour l'application du droit. Un tel combat ne peut, évidemment, être conduit sous le drapeau du sionisme. En Israël comme en France, nous combattons le discours de propagande (du Crif en particulier) qui identifie sionisme et judaïsme, et son corollaire infâme qui lie antisionisme et antisémitisme. Lien qui emprisonne les Juifs dans un soutien inconditionnel à Israël et qui interdit toute critique d'Israël comme antisémite, en désignant de plus les nouveaux antisémitismes : « les populations de culture musulmane ».

À propos des citations de cette tribune, la première (« le temps de la négociation est dépassé ») n'est attribuée à personne, ce qui laisse évidemment l'imaginaire travailler en paix. La citation de Stop the Wall, dont la source est, involontairement, nous en sommes convaincus, tronquée, est tirée du « Rapport de synthèse de la 1re conférence palestinienne pour le Boycott d'Israël (BDS), 22 novembre 2007, Al-Bireh, Ramallah, sur le site d'ISM, rapport d'atelier n° 3 pour la campagne mondiale : stratégie et message ». Celle-ci remet effectivement en cause la légitimité

d'Israël en tant qu'État colonial et d'apartheid. Petite différence, qu'élude peu élégamment UAVJ, parce qu'elle fait le parallèle avec l'Afrique du Sud : c'est en tant que régime d'apartheid que la légitimité de cet État était remise en question, et, une fois ce régime démantelé, l'Afrique du Sud a trouvé sa place dans la communauté des nations. Or, ce qu'il faudrait précisément pouvoir examiner après Gaza, sans avoir à être traité d'antisémite par UAVJ, c'est la nature sioniste de l'État d'Israël, ses institutions racistes, ses lois discriminatoires, en un mot ce qui en fait un État colonial et un régime d'apartheid. À l'inverse, ce qui n'est plus audible après Gaza, c'est un certain « sionisme de gauche » dont la préoccupation majeure demeure, même après le massacre, la préservation de l'État juif (et démocratique pour ses citoyens juifs) et non celle d'un État moderne et laïque pour tous ses citoyens. [1]

Michèle Sibony : Membre de l'Union juive française pour la paix (Paris).

Michel Warschawski : Membre du Centre d'information alternative (Jérusalem).

[1] Texte d'UAVJ :

APRÈS GAZA : SUR UNE INITIATIVE « BOYCOTT DÉSINVESTISSEMENT SANCTIONS »

Neuf mois après la fin de l'attaque brutale sur Gaza et après l'élection en Israël d'un des gouvernements les plus à droite de l'histoire de ce pays, les perspectives d'une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens semblent plus éloignées que jamais. Du coup, dans certains cercles pro-palestiniens on entend s'exprimer les thèses selon lesquelles « le temps de la négociation (entre Israël et l'OLP) est passé » ou bien que la perspective « deux États pour deux peuples » devrait être abandonnée. L'idée d'une société fraternelle où Juifs et Arabes jouiraient des mêmes droits est généreuse. Elle ne correspond pas, aujourd'hui, à une réalité politique. Chacun des deux peuples, israélien et palestinien, exprime très majoritairement une aspiration à avoir son État. L'État d'Israël existe ; la discussion sur ses origines a un sens mais ne saurait délégitimer ce qui résulte d'un choix très majoritaire des Nations Unies. La question est, conformément à toutes les résolutions de l'ONU, d'imposer la création d'un État palestinien viable, avec Jérusalem Est comme capitale, après évacuation des colonies de Cisjordanie, et solution négociée juste du problème des réfugiés. De même, déplacer le terrain de lutte pour une paix juste et durable sur celui de l'anti-sionisme serait une autre erreur. L'ambiguïté de cette terminologie, qui permet à des personnages médiatiques antisémites et négationnistes de s'en prévaloir en se déclarant pro-palestinien suffit à la disqualifier.

Alors, après Gaza, que faire ? Une proposition est de soutenir toutes les formes d'opposition non violente à l'occupation, comme, par exemple, les actions coordonnées menées à Bil'in contre le mur par des Palestiniens et des Israéliens. Une Autre Voix Juive soutient cette idée. Une autre proposition utile est de faire campagne pour des formes de sanctions qui seraient en vigueur tant qu'Israël ne s'engagerait pas concrètement dans la voie de la reconnaissance des droits nationaux palestiniens.

Ces actions sont de trois types : campagne pour la suspension des accords d'association UE/Israël ; campagne contre les investissements étrangers en Israël qui contribuent à la colonisation comme, par exemple, la construction ou l'exploitation du tramway reliant des colonies à Israël ; campagne contre la commercialisation en France de produits israéliens provenant des territoires occupés. La question de leur traçabilité est cruciale. L'Union européenne l'a exigée. Israël doit l'assurer. Cette campagne, dite de BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) pourrait avoir le soutien d'un grand nombre de démocrates en France. Mais pour cela, elle doit éviter les perversions de ses variantes au niveau international. Ainsi, un document émis par « Stop The Wall » qui coordonne la campagne BDS à l'échelle internationale énonce que « la campagne de BDS ne cible pas seulement l'économie israélienne, mais elle remet en cause la légitimité d'Israël, en tant qu'État colonial et d'apartheid, dans le cadre de la communauté internationale. Par conséquent, des efforts sont nécessaires non seulement pour promouvoir le boycott des consommateurs, mais aussi les boycotts dans les domaines universitaires, culturels et sportifs ».

Une telle orientation serait un grave danger pour les progressistes israéliens qu'elle isolerait. Elle pourrait aisément

être endossée par des mouvements antisémites, et ainsi contribuerait à creuser, en France, le fossé entre populations de culture juive et de culture musulmane. Alimenter, l'idée d'une punition collective du peuple israélien, de surcroît trop souvent identifié à un hypothétique « peuple juif », aurait des résonances et des conséquences dont il est inutile de souligner la gravité. Une Autre Voix Juive, avec les 1100 signatures de son manifeste (voir <http://uavj.free.fr>) réaffirmé obstinément depuis 2003, a fait la démonstration de l'existence en France, parmi les Français juifs, d'un fort courant qui dénie au CRIF et à Israël le droit de parler en leur nom, et qui proclame la légitimité des droits nationaux palestiniens, adossés aux résolutions de l'ONU.

Maintenir et renforcer ce courant parmi nos compatriotes juifs est un objectif dont l'importance, pour toutes sortes de raisons liées à l'histoire, dépasse largement la faiblesse numérique de la population concernée. UAVJ est prête à soutenir une campagne ciblée explicitement contre l'occupation et les colonies, et appuyant les efforts conjoints des forces de paix en Palestine et en Israël. Elle aura l'approbation de l'opinion publique. Dans la lutte difficile, que mènent les forces démocratiques pour aboutir à une paix juste et durable au Proche Orient, il faut savoir maintenir le cap, quelles que soient les embûches, et déjouer les provocations, d'où qu'elles viennent.

Une Autre Voix Juive, octobre 2009